

FICHE DE RECOMMANDATIONS DE LA FFT

pour la rentrée sportive de nos disciplines
(tennis, padel, tennis fauteuil, beach tennis, jeu de courte paume)

OCTOBRE 2020

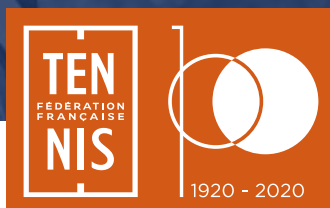


TABLE DES MATIÈRES

I- CONTEXTE	2
II- RAPPEL DES PRINCIPES JURIDIQUES DE REPRISE DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DES COMPÉTITIONS	2
III- NOUVEAUX PRINCIPES CONCERNANT LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES COMPÉTITIONS	3
1. Principes généraux	3
2. Vue d'ensemble	4
3. Impact sur la pratique du tennis et des disciplines associées	5
4. Impact sur la compétition de tennis et des disciplines associées	5
5. Impact sur les club-houses, les vestiaires et les buvettes	9
IV- RAPPEL DES REGLES SANITAIRES	10
1. Règles sanitaires générales obligatoires	10
2. Conduite à tenir en cas de symptômes COVID-19 et impact sur les WO	11
3. Protocole de balles	11
4. Application STOPCOVID	11
V- REGLES APPLICABLES AUX DEPLACEMENTS	12
1. Le covoiturage	12
2. Les déplacements internationaux	12
ANNEXES	
FICHE « ANNEXE 1 » : PORT DU MASQUE : ce qu'il faut faire	14
FICHE « ANNEXE 2 » : CAS COVID : ce qu'il faut faire	15
FICHE « ANNEXE 3 » : PERSONNES VULNERABLES : ce qu'il faut faire	16

I- CONTEXTE

La crise sanitaire a imposé à la pratique sportive pendant plusieurs mois des aménagements qui, à force de fructueuse collaboration entre les autorités gouvernementales et la Fédération française de tennis, ont pu être progressivement assouplis dès les phases 2 et 3 de sortie de confinement.

En raison cependant de la dégradation automnale de la situation sanitaire, le gouvernement français a annoncé le 23 septembre 2020 de nouvelles restrictions générales qui impactent nos activités.

Le dispositif gouvernemental est déployé selon une logique territoriale. Le territoire français est découpé en quatre zones (verte, alerte, alerte renforcée, alerte maximale).

Les nouvelles dispositions gouvernementales sont valables au moins pour une durée de 15 jours à compter de la date de publication des arrêtés préfectoraux.

Les principes nationaux ci-dessous présentés devront toutefois être nuancés et appliqués à la lumière des particularités locales issues des arrêtés préfectoraux spécifiques.

Nous invitons les comités départementaux et les clubs à prendre appui sur la présente Fiche de recommandations sanitaires afin de solliciter, si nécessaire, des ajustements ou des assouplissements locaux dans le cadre d'échanges qu'ils pourraient obtenir avec les services préfectoraux et municipaux. L'équipe régionale de développement des ligues est à votre disposition pour vous appuyer dans ces discussions.

La FFT continue de rappeler son souci prioritaire de protection de ses publics et de lutte contre la diffusion du virus. Elle **fait donc toujours appel** à la **vigilance**, au sens des **responsabilités** et au **civisme** des **dirigeants**, des **bénévoles**, des **enseignants professionnels**, des **officiels** et de **tous les pratiquants** des **clubs affiliés** ou des **structures habilitées**.

II- RAPPEL DES PRINCIPES JURIDIQUES DE REPRISE DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DES COMPÉTITIONS

L'obligation de moyens renforcés continue à s'imposer à tous. Il est donc vivement **recommandé** aux clubs de :

- Veiller à informer l'ensemble des adhérents et pratiquants des règles et protocoles sanitaires en vigueur, (en particulier le « Guide de rentrée » du ministère délégué aux sports et la « Fiche de re-

commandations de la FFT pour la rentrée sportive de nos disciplines (tennis, padel, tennis fauteuil, beach tennis, jeu de courte paume) ;

- Afficher dans le club ou la structure habilitée (ou sur le site du tournoi) [les règles sanitaires et les gestes barrières](#) ;
- Conserver la preuve de la mise à disposition de ces informations et documentations au sein du club ou de la structure habilitée (faire et conserver par exemple des photographies des affiches, distributeurs de gel,... installés sur site) ;
- Respecter et faire respecter les règles qui y sont énoncées ;
- Désigner un référent COVID-19 chargé de veiller au bon respect des règles sanitaires et du protocole d'organisation du club et du tournoi. Celui-ci pourra être la même personne dans le cadre du club et du tournoi ;
- Faire signer aux adhérents, licenciés et pratiquants un formulaire de reprise permettant de s'assurer qu'ils ont bien reçu, pris connaissance et compris [les règles sanitaires](#) en vigueur et qu'ils s'engagent à les respecter.

III- NOUVEAUX PRINCIPES CONCERNANT LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES COMPÉTITIONS

1. Principes généraux

La pratique de nos disciplines est autorisée sous toutes ses formes (loisir et compétition) et sans restriction concernant le nombre de pratiquants ou les modalités de pratique.

En revanche, les espaces de pratique autorisés varient en fonction du classement sanitaire de la zone géographique dans laquelle se situe le club. Nous vous invitons à identifier votre situation à la lumière du tableau de synthèse publié par le ministère des sports ci-après.

2. Vue d'ensemble



Déclinaison* des décisions sanitaires gouvernementales pour le sport (au 25 sept 2020)

CATÉGORIES	ZONE VERTE	ZONE D'ALERTE	ZONE D'ALERTE RENFORCÉE	ZONE D'ALERTE MAXIMALE	ÉLÉMENTS OBJECTIVÉS
Sportifs de Haut Niveau, Espoirs et partenaires d'entraînement (Entraînement/compétitions)	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	→ Continuité haute perf/pro → Protocoles sanitaires validés → Suivi médical renforcé Tous ERP + espace public
Sportifs professionnels (Entraînement/compétitions)	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	→ Continuité haute perf/pro → Protocoles sanitaires validés → Suivi médical renforcé Tous ERP + espace public
Stagiaires en formation	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	→ Continuité pédagogique/pro → Protocoles sanitaires validés Établissements du MS + ERP X et PA
Sport à l'école & EPS	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	→ Continuité pédagogique → Protocoles sanitaires validés → Faible transmission du virus chez les enfants Établissements scolaires + ERP X et PA
Étudiants en STAPS	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	→ Continuité pédagogique → Formation universitaire/professionnelle Établissements scolaires/universitaires ERP X et PA
Établissements du Ministère INSEP, CREPS et écoles nationales	Autorisé	Autorisé	Autorisé pour les seuls résidents	Autorisé pour les seuls résidents	→ Continuité haute perf/pro → Protocoles sanitaires validés Tous ERP hors espace public (cf limitation rassemblement dans le territoire concerné)
Sport associatif en espaces clos et couverts (ERP de type X) (Entraînement/compétitions)	Autorisé	Autorisé	Autorisé pour les pratiquants mineurs uniquement	Autorisé pour les pratiquants mineurs uniquement	→ Continuité pédagogique (cf école) → Protocoles sanitaires validés → Pratiques encadrées → Faible transmission du virus chez les enfants

* soumise à la concertation des préfets et élus. Mesures valables pour 15 jours minimum.

GOUVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS 0 800 130 000 (appel gratuit)

CATÉGORIES	ZONE VERTE	ZONE D'ALERTE	ZONE D'ALERTE RENFORCÉE	ZONE D'ALERTE MAXIMALE	ÉLÉMENTS OBJECTIVÉS
Piscines couvertes (tous modes d'exploitation)	Autorisé	Autorisé	Autorisé, sauf restriction décidée par le préfet en concertation avec les élus locaux. Les piscines restent accessibles aux sportifs pro/SHN/stagiaires/scolaires, universitaires/mineurs)	Autorisé, sauf restriction décidée par le préfet en concertation avec les élus locaux. Les piscines restent accessibles aux sportifs pro/SHN/stagiaires/scolaires, universitaires/mineurs)	→ Formation MNS → Continuité pédagogique (cf école) → Protocoles sanitaires validés avec FMI adaptée
Sport associatif en établissements de plein air (ERP de type PA) : bases de loisirs, stades, golf, courts de tennis... (Entraînement/compétitions)	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	→ Protocoles sanitaires validés → Pratiques encadrées
Salles de sport privées	Autorisé	Autorisé	Interdit (sauf pour les sportifs pro/SHN/stagiaires/scolaires, universitaires/mineurs)	Interdit (sauf pour les sportifs pro/SHN/stagiaires/scolaires, universitaires/mineurs)	→ Populations adultes = risque de transmission active du virus → Espaces confinés → Pas de port du masque possible
Manifestations sportives espace public	Au-delà de 10 personnes, déclaration au préfet nécessaire	Au-delà de 10 personnes, déclaration au préfet nécessaire	Maximum 10 personnes	Maximum 10 personnes	→ Droit commun des rassemblements dans l'espace public
Jauges autorisées	Max 5 000 personnes. Possibilité de dérogation à la hausse par le préfet	Max 5 000 personnes, sauf restriction décidée par le préfet	Max 1 000 personnes sauf restriction décidée par le préfet	Max 1 000 personnes, sauf restriction décidée par le préfet	→ Jauge spectateurs (hors accrédités) → Port du masque
Vie associative (AG, BE...)	Autorisé	Autorisé	Format dématérialisé/ Télétravail ou dans les ERP ouverts (cf. préfet)	Format dématérialisé/ Télétravail ou dans les ERP ouverts (cf. préfet)	→ Statuts / sujet légistique

3. Impact sur la pratique du tennis et des disciplines associées

La pratique du tennis et de ses disciplines associées en plein air et sous préaux est possible dans l'ensemble des quatre zones.

En intérieur, elle est possible :

- en zone verte : sans restriction
- en zone d'alerte : sans restriction dans les ERP X
- en zone d'alerte renforcée : uniquement pour les publics prioritaires dans les ERP X (activités collectives pour les mineurs, activités scolaires, sportifs de haut niveau, formation professionnelle)
- en zone d'alerte maximale : uniquement pour les publics prioritaires dans les ERP X (activités collectives pour les mineurs, activités scolaires, sportifs de haut niveau, formation professionnelle)

Comme précisé ci-dessus, le Préfet peut renforcer ou assouplir ces mesures. Nous encourageons donc les clubs et les comités départementaux qui souhaiteraient négocier une utilisation, par les majeurs, des courts et terrains classés ERP X en zones d'alerte renforcée et en zone d'alerte maximale à solliciter une rencontre avec ces autorités et à appuyer leur demande sur l'existence et le respect de la présente fiche de recommandation de la FFT, conçue en collaboration avec le ministère des sports.

A ce stade l'utilisation des structures ERP SG n'est pas interdite, de principe, par les lignes directrices gouvernementales. Il convient donc de se renseigner auprès des autorités locales pour voir si des mesures restrictives ont été prises les concernant.

4. Impact sur la compétition de tennis et des disciplines associées

a) Impact sur la jauge des compétitions

La présence du public lors des compétitions organisées par le club est réglementée en fonction de la zone où se situe le rassemblement considéré :

- En zone verte : 5000 personnes maximum, avec possibilité de dérogation à la hausse par le Préfet
- En zone d'alerte : 5000 personnes maximum, avec possibilité de dérogation à la baisse par le Préfet
- En zone d'alerte renforcée : 1000 personnes maximum, sauf restriction décidée par le Préfet
- En zone d'alerte maximale : 1000 personnes maximum, sauf restriction décidée par le Préfet

Les modalités de déclaration en préfecture de vos événements restent inchangées (art. R.331-4 du code du sport), sauf si le Préfet fixe un seuil inférieur en fonction des circonstances locales.

Le public doit disposer d'une place assise. Il convient d'observer une distance minimale d'un siège entre chaque personne ou groupe de moins de 10 personnes qui sont venus ou qui ont réservé ensemble.

En zone verte, la distance d'un siège entre deux personnes n'est plus en vigueur mais le port du masque et le respect des gestes barrières demeurent obligatoires.

Dans son [avis du 03 août 2020](#), le Haut Conseil pour la Santé Publique (HCSP) a recommandé que l'accueil du public debout dans les établissements recevant du public sport (ERP sport) pour une manifestation sportive, était possible selon le respect de certaines mesures : le double respect du port du masque et de la distanciation physique de 1 mètre, la gestion du flux de personnes, le respect des gestes barrières, d'une information et communication auprès du public des mesures préventives.

Au regard de ces éléments, les autorités locales peuvent décider de la mise en œuvre de ce dispositif d'accueil du public debout en fonction des demandes qu'ils ont reçues et du contrôle de la capacité de l'organisateur à faire respecter les mesures préconisées dans l'avis du HCSP.

b) Responsables de clubs et organisateurs de compétitions

Les organisateurs de tournois doivent s'assurer, préalablement à toute organisation de tournoi, qu'aucune décision des **autorités publiques locales** ne s'y oppose. **L'obligation de sécurité et de moyens renforcée** doit s'appliquer à eux comme elle s'applique aux clubs ou aux structures habilitées et à leurs responsables.

Nous vous invitons à consulter le « [Guide de recommandations des équipements sportifs, sites et espaces de pratique](#) », publié par le ministère chargé des sports.

Les organisateurs de tournois et les responsables de clubs et structures habilitées doivent en particulier :

- Veiller à ce que les mesures sanitaires en vigueur soient appliquées dans le cadre de la compétition et de la pratique de loisir ;
- Exiger le port du masque en permanence pour toute personne présente dans le club ou la structure habilitée, en dehors de l'activité physique (la fiche « Annexe 1 » précise les règles de port du masque selon les publics) ;
- Veiller à ce que l'usage des club-houses, des boutiques Proshop et des espaces de restauration respectent les règles sanitaires locales et celles de distanciation applicables sur l'ensemble du territoire français, lorsque leur ouverture est autorisée ;
- S'assurer du nettoyage régulier de toutes les zones de contact avec du produit détergent-désinfectant (vestiaires, poignées de portes, sanitaires) ;
- Fournir du matériel sanitaire (gel hydro alcoolique, produit détergent-désinfectant, papier jetable et

poubelle à l'entrée du site et à l'entrée ou aux abords de chaque terrain) ;

- Encourager les joueuses et les joueurs à arriver en tenue de compétition lors des tournois ;
- Exiger des joueuses et joueurs qu'ils viennent avec leur propre matériel (gourde, serviette, gel hydro-alcoolique...) et le laissent dans leur sac. L'échange et le prêt de matériel ne sont pas permis ;
- Interdire aux joueuses et aux joueurs de laisser leurs affaires (vêtements, serviettes...) sécher dans les parties communes (vestiaires...) ;
- Au niveau du terrain :
 - Prévoir une distance de 2 mètres entre les bancs et/ou les chaises ;
 - Exiger, avant et après la partie, le respect par les joueuses et les joueurs des consignes de désinfection des mains et de nettoyage du matériel, des bancs, ou des chaises, des poteaux et de la bande de filet ;
 - Organiser les changements de côtés en tournant de chaque côté du filet, dans le sens des aiguilles d'une montre ;
 - Interdire tout contact physique avec son partenaire ou ses adversaires. Pas de "checks" ni de poignées de mains. Suggérer à la place un signe de la tête ou de la raquette.

c) Joueuses / joueurs

Les joueuses et les joueurs :

- Arrivent en tenue de compétition/jeu ;
- Apportent et gèrent eux-mêmes leur propre matériel (gourde, serviettes, gel hydro-alcoolique pour se nettoyer les mains avant et après le jeu, ...). Ils le laissent dans leur sac et ne laissent pas sécher leurs affaires dans les espaces communs. N'échangent ni ne prêtent leur matériel ;
- Désinfectent leur chaise/banc avant et après la partie, par esprit civique dans un but d'assainissement de leur environnement et de celui des joueurs qui leur succéderont ;
- Proscrivent toute accolade, embrassade, remplacent le « check » par un signe de la tête ou de la raquette ;
- Portent un masque en tout lieu et toute circonstance, sauf pendant l'activité physique.

d) Non joueurs

Les personnes présentes dans le club :

- Doivent demeurer vigilantes au respect de la distanciation physique et des gestes barrières en tout lieu et à tout moment ;
- Portent un masque en permanence dans l'enceinte du club ou de la structure habilitée ;
- Veillent à ne pas former un attroupement et respectent les règles de circulation établies par le club.

e) Journalistes Media & Presse lors des compétitions

- Les journalistes doivent respecter les règles de distanciation sociale, les gestes barrières, et porter le masque en permanence dans l'enceinte du club ou de la structure habilitée ;
- Les interviews sont à privilégier en extérieur et ne devront pas excéder une durée de 10 minutes. En intérieur, les critères de jauge doivent être respectés ;
- Chaque journaliste doit utiliser son propre matériel (pas de prêt).

f) Règles applicables aux remises de prix

Les conditions générales de remise de prix doivent respecter les consignes suivantes :

- Tous les intervenants, participants devront porter un masque et se tenir au minimum à 1 mètre de distance des autres personnes présentes ;
- Le trophée sera nettoyé avec un virucide avant la remise des prix ;
- Il est également demandé de ne pas se serrer la main, ni de s'embrasser ou de s'accoler ;
- Pour les photos, respecter également les distances sociales réglementaires ;
- Veiller à limiter le nombre de participants présents dans l'espace de remise de prix et à organiser les flux de circulation de sorte à éviter les attroupements.

g) Règles d'utilisation des services de kinésithérapie

Le cas échéant :

- Les soins se font sur rendez-vous dans la mesure du possible ;
- Les joueuses ou les joueurs doivent être douchés avant les soins ;
- la pièce de consultation doit disposer de gel hydro-alcoolique, de papier jetable et d'une poubelle ;
- Les joueuses et les joueurs se désinfectent les mains avec le gel hydro-alcoolique avant et après les soins ;
- Le port du masque est obligatoire pour les compétiteurs et le kinésithérapeute pendant les soins ;
- Le kinésithérapeute doit désinfecter la table de traitement et aérer la pièce après chaque passage.

5. Impact sur les club-houses, les vestiaires et les buvettes

Leur fréquentation est autorisée en fonction de la zone où se situe le club :

- En zone verte et zone d'alerte : Les club-houses et les buvettes peuvent rester ouverts ;
- En zone d'alerte renforcée : De principe, les clubs ayant des espaces de vie avec buvette (vente et/ou distribution de boissons alcoolisées ou non) devront fermer à 22h. Les Préfets sont toutefois susceptibles de prendre des mesures plus restrictives telles que l'interdiction des buvettes temporaires en marge des compétitions et la seule autorisation de la restauration à table ;
- En zone d'alerte maximale : Fermeture des club-houses et buvettes.

Lorsque la fréquentation des buvettes et des cafés-restaurants est autorisée, il est essentiel de se conformer au [protocole sanitaire des Hôtels-Cafés-Restaurants](#) : port du masque en toute circonstance sauf lorsque l'on est installé pour consommer, 1 mètre au moins entre les tables/les mange-debout, nettoyage des tables entre chaque service, éviter les denrées à usage collectif (pots de moutarde, de ketchup,...) et privilégier les portions individuelles, etc.

Les buvettes doivent demander au maire une [autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire](#) au moins 15 jours avant.

Rappel des règles à respecter pour les vestiaires :

- Les vestiaires individuels et collectifs sont autorisés sous réserve du respect des règles sanitaires suivantes :
- Port du masque obligatoire (sauf dans les douches) ;
- Distanciation de 1 mètre ;
- Définition d'une jauge de fréquentation (recommandation FFT : 4m² par personne) ;
- Liste horodatée et nominative des utilisateurs ;
- Aération et nettoyage/désinfection réguliers ;
- L'utilisation de sèche-cheveux et d'aspirateurs est déconseillée en raison du risque de propagation du virus.

(Recommandations du HCSP du 3 août 2020)

IV- RAPPEL DES REGLES SANITAIRES

1. Règles sanitaires générales obligatoires

En vertu du corpus réglementaire en vigueur, le **respect des gestes barrières est obligatoire en tout lieu et en toute circonstance** :

- Port du masque obligatoire pour les plus de 11 ans en intérieur/extérieur, sauf pendant l'activité sportive (détail par public dans la fiche « Annexe 1 ») ;
- Distanciation d'un mètre entre deux personnes ;
- Lavage régulier des mains avec du savon ou du gel hydro-alcoolique ;
- Protection nez/bouche en cas de toux/d'éternuement, si possible avec le creux du coude dès lors que vous êtes dans une situation où vous ne portez pas de masque ;
- Utilisation de mouchoirs à usage unique ;
- Eviter de se toucher le visage, en particulier les yeux, le nez et la bouche.

([article 1er du décret n°2020-860](#) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé – annexe 1)

Les **clubs** et les **structures habilitées** accueillant des pratiques de loisirs et/ou des compétitions :

- Continuent d'assurer un **nettoyage quotidien** de leurs installations et de veiller à désinfecter régulièrement les points de contact ;
- Maintiennent la mise à disposition de **produits de protection sanitaire** : gel hydro-alcoolique à l'entrée du club, produit détergent-désinfectant, papier jetable et poubelle sur ou aux abords des terrains ;
- Conservent la recommandation de privilégier la **réservation des terrains en ligne ou par téléphone** ;
- Peuvent utiliser les vestiaires collectifs ou individuels dans le strict respect des règles sanitaires préconisées par le Haut Conseil de la Santé Publique dans son [avis du 3 août 2020](#) ;
- Veillent à ce que les **flux de circulation** soient organisés de sorte à respecter les règles de distanciation ;
- En amont des compétitions :
 - Recommander au Juge-arbitre de prévoir une **programmation** plus légère par court afin de laisser un laps de temps nécessaire entre chaque match pour pouvoir procéder à la désinfection des bancs, des poteaux et de la bande du filet, et éviter que les joueurs ne se croisent entre deux matchs ;

- Demander aux joueuses et aux joueurs :
 - d'arriver au club ou à la structure habilitée au maximum **30 minutes avant** l'heure de la **première convocation** ;
 - de **ne pas s'attarder** au club ou dans la structure habilitée après la fin de leur dernier match.

2. Conduite à tenir en cas de symptômes COVID-19 et impact sur les WO

Un(e) pratiquant(e) présentant des symptômes (toux, difficultés respiratoires, fièvre...) ne vient pas jouer, ni en club, ni lors d'une compétition.

L'organisateur de la compétition s'assure que l'ensemble des participants sont bien informés de cette règle et invités à la respecter strictement.

En cas d'identification d'une personne présentant des symptômes COVID ou ayant connaissance d'un résultat positif à un test COVID après avoir pénétré sur le site, tout responsable de club ou de tournoi devra appuyer sa réaction sur les trois règles-clé en lien avec les autorités administratives et sanitaires compétentes : isoler, tracer, tester. La Fiche « Annexe 2 » détaille la bonne conduite à tenir face à un cas symptomatique et un cas contact.

Par ailleurs, afin que l'absence d'un(e) pratiquant(e) à une épreuve individuelle en raison de la COVID-19 (test positif, cas-contact ou symptômes) ne soit pas pénalisante pour le calcul de son classement, ce(tte) pratiquant(e) est invité(e) à transmettre au juge-arbitre une déclaration sur l'honneur (=> [à télécharger ici](#)) permettant de justifier cette absence pour un motif sanitaire. Au regard de ce document et après vérifications complémentaires, la Commission régionale d'arbitrage pourra alors demander à la FFT de ne pas comptabiliser cette absence en tant que WO.

3. Protocole de balles

Pas de protocole de balles différenciées. Cependant, le jeu en plein air devra être interrompu en cas de pluie fine ou de bruine, même si les conditions de jeu sont possibles, afin d'éviter de jouer avec des balles mouillées.

4. Application STOPCOVID

Il est recommandé de promouvoir et inciter à utiliser l'application STOPCOVID afin de prévenir toute personne qui a été au contact d'une personne testée positive et d'assurer sa prise en charge rapide.

V- REGLES APPLICABLES AUX DEPLACEMENTS

1. Le covoiturage

Les règles de distanciation physique et les gestes barrières doivent s'appliquer au covoiturage. Le véhicule utilisé doit faire l'objet, avant et après son utilisation d'un nettoyage et d'une désinfection dans les mêmes conditions que celles applicables aux locaux.

Le chauffeur doit maintenir les distances de sécurité avec les passagers et porter un masque grand public.

Les personnes âgées de 11 ans et plus doivent porter un masque.

Il importe de rester attentif aux éventuelles dispositions préfectorales restreignant les déplacements et la circulation.

2. Les déplacements internationaux

Les déplacements au sein de l'espace européen sont possibles sans restriction depuis le 15 juin 2020. Les déplacements hors des frontières européennes sont également possibles depuis le 1er juillet dans les pays où l'épidémie est maîtrisée.

Toutefois la situation sanitaire mondiale demeure instable. Ainsi, il demeure conseillé de différer tout déplacement international non impératif.

En cas de déplacement, les voyageurs sont invités à se renseigner sur la situation sanitaire de leur pays de destination en consultant la rubrique « conseils aux voyageurs » du site internet du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).

Concernant plus particulièrement l'accueil de délégations étrangères en France, celui-ci doit se dérouler selon dans le respect des règles européennes et des exigences nationales, des protocoles sanitaires en vigueur et en tenant compte des décisions administratives locales.

Plus précisément :

- Les voyageurs en provenance des pays de l'Union européenne ainsi que d'Andorre, de Géorgie, d'Islande, du Liechtenstein, de Monaco, de Norvège, de Suisse, du Royaume-Uni, de Saint Marin, du Saint-Siège, d'Australie, du Canada, de Corée du Sud, du Japon, de Nouvelle Zélande, du Rwanda, de Thaïlande, de Tunisie et d'Uruguay peuvent entrer sur le sol français sans restriction ;
- Les voyageurs en provenance d'autres zones géographiques font l'objet de conditions, de restrictions, voire d'interdictions d'accès à notre territoire. Eu égard à la rapide évolution de la liste et du

classement des pays concernés, nous vous invitons à poser toute question à ce sujet à l'adresse covid-19@fft.fr.

Pour une information actualisée sur les règles d'accès au territoire français, consulter régulièrement le site du MEAE à l'adresse : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/informations-pratiques/article/coronavirus-covid-19-26-aout-2020>

[LA FFT
S'ENGAGE]

Pour tout renseignement, contact à la FFT : covid-19@fft.fr

FICHE « ANNEXE 1 »

PORT DU MASQUE : ce qu'il faut faire

Principe : Article 27 du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020

Le port du masque est obligatoire pour toute personne âgée de plus de onze ans dans les établissements en intérieur et extérieur, ainsi que dans l'espace public si un arrêté des autorités locales le prévoit.

Le port du masque n'est pas recommandé pendant la pratique d'une activité physique ou sportive (avis du Haut Conseil à la Santé Publique du 31 mai).

Exception : Article 44

Pendant la pratique d'une activité sportive le port du masque n'est pas obligatoire.

Décryptage selon les publics

Les sportifs : portent le masque s'ils ont plus de 11 ans, en tout lieu et toute circonstance, sauf durant l'activité sportive.

Les entraîneurs : le masque n'est pas porté par l'entraîneur principal lorsqu'il est un « acteur du jeu » (échanges avec un.e joueuse.eur). En revanche, il doit le porter lorsqu'il est en situation « statique » (par exemple lorsqu'il entraîne deux joueuses.eurs), même si la distanciation est respectée.

Les autres membres du staff (technique, médical, sportif) portent un masque même si la distanciation physique est respectée.

Ainsi, les encadrants d'un atelier portent un masque pendant les consignes, la mise en place de l'atelier, et la correction des gestes, même si la distanciation physique est respectée, mais pas lors d'échanges sportifs auxquels ils prendraient part.

Les arbitres : les arbitres de chaise ne portent pas de masque lorsqu'ils officient, sauf à ce que, pour leur confort personnel, ils en décident autrement (par exemple chaque fois qu'un.e joueuse.eur passe devant eux et souffle ou lorsqu'un échange peut avoir lieu entre l'arbitre et la/le joueuse.eur induisant une proximité physique). Les juges de ligne portent un masque en toute circonstance, y compris sur le terrain tout au long du match, en raison des situations de proximité avec les joueuses.eurs qui peuvent se présenter.

FICHE « ANNEXE 2 »

CAS COVID : ce qu'il faut faire

Toute personne présentant les symptômes identifiés comme pouvant révéler une contamination du COVID-19 devra :

1. Si elle n'est pas encore arrivée sur le site et n'a pas encore débuté le cours ou la compétition :

- Rester à distance du site ;
- Consulter son médecin traitant ;
- Signaler sa situation au référent COVID-19 du club.

2. Si elle est déjà arrivée/venue sur le site et a débuté le cours/la compétition :

- Quitter le club et se mettre en isolement immédiatement ;
- Prévenir le référent COVID-19 du club ;
- Consulter son médecin traitant ;
- Lister les personnes avec lesquelles elle a été en contact (voir la définition d'un « cas contact » ci-dessous) ;
- Informer les parents ou les membres du groupe du cas positif afin qu'ils soient attentifs aux symptômes et les encourager à réaliser un test de dépistage.

Dans les deux cas, les organisateurs du club ou du tournoi devront :

1. Veiller à la mise à l'isolement de la personne ;
2. Prévenir l'Agence Régionale de Santé (ARS) ;
3. Faciliter le recensement, par ces autorités, des cas contacts ;
4. Convenir avec l'ARS des dispositions à prendre, eu égard aux spécificités de la situation, quant à la suite de la compétition et à la protection des participants ;
5. Signaler la situation à l'adresse covid-19@fft.fr.

Définition d'un cas contact

Un cas contact peut survenir en l'absence de mesures de protection efficaces pendant toute la durée du contact : masque, hygiaphone ou autre séparation physique (vitre).

Il convient de distinguer les « Contacts à risque » et les « Contacts à risque négligeable ».

1. Un « Contact à risque » est une personne :

- Ayant partagé le même lieu de vie que le cas confirmé ou probable ;
- Ayant eu un contact direct avec un cas, en face à face, à moins d'1 mètre, quelle que soit la durée (ex. conversation, repas, flirt, accolades, embrassades). En revanche, des personnes croisées dans l'espace public de manière fugace ne sont pas considérées comme des personnes-contacts à risque ;
- Ayant prodigué ou reçu des actes d'hygiène ou de soins ;

FICHE « ANNEXE 3 »

PERSONNES VULNERABLES : ce qu'il faut faire

Pour la reprise d'une activité physique adaptée (APA) des personnes atteintes de maladies chroniques et des personnes âgées pendant l'épidémie de COVID-19, le Haut Conseil de la Santé Publique a émis un avis le [02 juillet 2020](#).

Il est notamment recommandé pour les personnes vulnérables et leur encadrant de porter un masque à usage médical (masque chirurgical) pour ces personnes et les encadrants ainsi que d'augmenter la distanciation physique.

Des recommandations sont également précisées pour les lieux où est exercée l'APA, sur les densités de personnes, les flux de circulation, la structure et l'aération des locaux, les mesures de désinfection de locaux et des surfaces, ainsi que l'information des pratiquants et du personnel.

Le HCSP recommande aussi d'évaluer au préalable les capacités physiques des personnes avant la reprise afin d'adapter l'APA de façon optimale, de rappeler à ces patients que la pratique d'une APA régulière améliore les capacités du système immunitaire et est bénéfique pour leur santé.

[S'ENGAGE]